

RAPPORT 2015 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE

BELGIQUE

Résumé analytique

La Constitution garantit la liberté de religion et la loi interdit la discrimination fondée sur l'orientation religieuse. La loi fédérale interdit le voile intégral couvrant le visage en public. Interdiction a en outre été faite aux femmes et aux jeunes filles musulmanes de porter le foulard dans de nombreuses écoles et dans la fonction publique. Certaines administrations communales et municipales ont continué de refuser ou ont ralenti l'octroi d'autorisations pour la construction de nouvelles mosquées et centres culturels islamiques. Le gouvernement a maintenu l'octroi d'un soutien financier aux religions et autres groupes officiellement reconnus, notamment le catholicisme, l'anglicanisme, le protestantisme, la religion chrétienne orthodoxe, l'islam, le judaïsme et l'humanisme laïc. L'islam a bénéficié d'un financement public par fidèle pratiquant bien inférieur à celui accordé au catholicisme. Des hauts représentants gouvernementaux ont fait de déclarations publiques fortes contre l'antisémitisme.

Des incidents antimusulmans et antisémites ont eu lieu, notamment des agressions, des cas de harcèlement et des graffitis sur des bâtiments publics. Le nombre de cas de discours haineux sur internet faits à l'encontre des deux groupes a augmenté. Certains employeurs ont continué à discriminer les femmes musulmanes. Selon les membres d'organisations juives nationales et européennes, le conflit à Gaza de 2014 a engendré des conséquences durables et aggravantes sur les comportements antisémites, en particulier dans les écoles publiques. Beaucoup de familles juives ont placé leurs enfants dans des écoles juives, préoccupées par la possibilité d'actes antisémites dans les écoles publiques.

L'ambassade des États-Unis a organisé des rencontres régulières avec des représentants gouvernementaux des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, avec des ONG spécialisées dans la surveillance de la discrimination religieuse et avec d'autres groupes religieux, pour les sensibiliser sur les questions de liberté religieuse, notamment en ce qui concerne la discrimination à l'égard des musulmans et des juifs. L'ambassade a maintenu un contact étroit avec les dirigeants des communautés musulmane et juive et ce, pour suivre de près les défis auxquels toutes les deux font face en matière de libre exercice de leurs foies.

Section I. Démographie religieuse

Selon le gouvernement américain, la population de la Belgique s'élève à 11,3 millions d'habitants (estimation de juillet 2015).

Les autorités ne recueillent ni ne publient aucun chiffre relatif à l'appartenance religieuse. Un rapport publié en 2011 par la Fondation Roi Baudouin estime que l'appartenance religieuse de la population se répartit comme suit : 50% de catholiques, 32% sans confession, 9% d'athées, 5% de musulmans, 2,5% d'autres religions chrétiennes non catholiques, 0,4% de juifs et 0,3% de bouddhistes. C'est à Anvers et à Bruxelles que la population musulmane est la plus nombreuse ; certaines études l'estiment à plus de 25% dans les deux métropoles. Le rapport indique également que parmi les autres groupes religieux l'on compte les hindous, les sikhs, les adeptes de l'Association internationale pour la conscience de Krishna (les hare Krishna) et les scientologues.

Section II. Statut du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution garantit la liberté de culte (y compris sa pratique publique) ainsi que la liberté d'expression, pourvu qu'aucune infraction ne soit commise dans l'exercice de ces libertés. Elle stipule que nul ne peut être empêché de cérémonies religieuses ou de l'observation des fêtes religieuses de repos, et interdit à l'Etat d'interférer dans la nomination des membres du clergé ou d'entraver la publication de documents religieux. La Constitution exige que l'enseignement dans les écoles publiques soit neutre du point de vue des convictions religieuses. Elle oblige l'État à payer les salaires et les pensions des ministres des cultes. La loi interdit la discrimination fondée sur la religion ou l'orientation philosophique (non confessionnelle).

La loi fédérale interdit les déclarations publiques incitant à la haine religieuse, y compris la négation de l'Holocauste. La peine maximale pour négation de l'Holocauste est d'un an de prison.

Les autorités reconnaissent officiellement le catholicisme, le protestantisme (y compris les groupes évangélistes et les pentecôtistes), le judaïsme, l'anglicanisme (séparément des autres groupes protestants), l'islam, la religion chrétienne orthodoxe (grecque et russe) et l'humanisme laïc. Les dénominations ou les divisions au sein des groupes religieux reconnus (l'islam shiite, le judaïsme réformé ou le luthérianisme par exemple) ne bénéficient pas de subventions ou de reconnaissance distinctes. Certains d'entre eux peuvent bénéficier de l'exonération d'impôt accordée aux organisations à but non lucratif. Les autres groupes non reconnus ne reçoivent pas de subventions de l'État, mais ils peuvent pratiquer librement et ouvertement leur culte.

La procédure pour l'obtention de la reconnaissance officielle, et les conditions de le faire, ne sont pas définies par la loi. Un groupe religieux souhaitant obtenir une reconnaissance officielle doit déposer une demande au ministère de la Justice, qui en recommande ensuite l'approbation ou le rejet. Pour déterminer quels groupes religieux reconnaître officiellement, les autorités évaluent si le groupe répond à des exigences organisationnelles et de déclaration spécifiques puis transmet sa décision au parlement. Le gouvernement applique des critères fondés sur des précédents administratifs pour décider s'il convient de recommander au parlement de reconnaître un groupe religieux. Ce

dernier doit avoir une structure ou une hiérarchie, compter un « nombre suffisant » de membres et exister « depuis longtemps » en Belgique. Il doit par ailleurs offrir une « valeur sociale » au public et respecter les lois de l'État ainsi que l'ordre public. Les autorités ne définissent toutefois pas officiellement les termes « nombre suffisant », « depuis longtemps » ou « valeur sociale ». Si l'agrément définitif relève de la seule responsabilité du parlement, ce dernier accepte toutefois dans l'ensemble les recommandations du ministère.

La loi exige de chaque religion officiellement reconnue de définir un interlocuteur religieux officiel qui sert d'interface entre le gouvernement et la communauté religieuse. Par exemple, l'Exécutif des musulmans de Belgique comme l'interlocuteur officiel entre les pouvoirs publics et la communauté musulmane.

Le gouvernement fédéral offre un soutien financier aux groupes religieux officiellement reconnus. Les groupes reconnus reçoivent des subventions versées par exemple sous la forme du paiement des salaires des ministres des cultes, de l'entretien et de l'équipement des installations et des lieux de culte, ainsi que des exonérations fiscales.

Les groupes reconnus reçoivent également des subventions des communautés linguistiques et des communes pour l'entretien des édifices religieux (par exemple les églises, les mosquées, les synagogues).

La loi fédérale interdit le voile intégral couvrant le visage en public. Les femmes qui portent le voile intégral en public sont passibles d'une amende maximale de 137,50 euros (150 dollars des États-Unis).

En juin, à la suite d'une directive européenne et d'une décision du Conseil d'Etat, les gouvernements régionaux de Wallonie et de Flandre, qui ont compétence en matière de bien-être animal, imposent une interdiction de l'abattage de bêtes sans étourdissement préalable dans les installations d'abattage temporaires. Les abattoirs permanents certifiés quant à eux peuvent continuer à abattre les animaux sans étourdissement préalable, conformément aux pratiques casher et halal. Par le passé, les abattoirs permanents n'avaient pas la capacité de répondre à la demande pour l'abattage halal au cours de la fête de l'Aïd al-Adha. La région de Bruxelles permet encore le sacrifice rituel autorisé sans étourdissement dans les abattoirs temporaires.

Tous les établissements scolaires publics fournissent des enseignants chargés de donner les cours obligatoires de religion ou de « morale » pour chacun des groupes religieux reconnus, ainsi que pour l'humanisme laïc, et ce, selon la préférence des élèves. Le système d'éducation publique requiert d'adopter une stricte neutralité dans la présentation des points de vues religieux, sauf lorsqu'ils sont exprimés en classe de religion. Les professeurs de religion sont autorisés à exprimer leurs convictions religieuses et à porter des habits religieux, même quand le règlement intérieur de l'école interdit de tels signes. Les professeurs de religion des écoles publiques sont désignés par un comité de leur groupe religieux et nommés par le ministre de l'éducation du gouvernement de leur Communauté linguistique. Les établissements scolaires religieux privés agréés qui suivent le même programme que les établissements publics sont appelés des écoles « libres ». Ils reçoivent des subventions publiques pour leurs frais de fonctionnement, y compris l'entretien des bâtiments et les services publics. Comme les autres fonctionnaires, les enseignants de ces écoles sont rémunérés par le gouvernement de leurs Communautés linguistiques respectives.

Le Centre inter fédéral pour l'égalité des chances (CECLR) est un service indépendant mais financé par l'État ; il a pour mission de veiller à ce que les actes de discrimination, y compris ceux de nature religieuse, fassent l'objet de poursuites en justice.

Le ministre de la Justice nomme un juge dans chaque arrondissement judiciaire pour assurer un suivi des cas de racisme et de discrimination et faciliter les poursuites au pénal en matière de discrimination.

Pratiques gouvernementales

En octobre, après une instruction qui a duré 15 ans, le gouvernement a engagé un procès contre l'Eglise de Scientologie du chef de pratique illégale de la médecine, fraude, activités criminelles organisées et violation des lois sur la protection de la vie privée. Le procès a pris fin le 11 décembre et le verdict est attendu courant 2016.

Bien qu'aucune reconnaissance n'ait été accordée au bouddhisme, le gouvernement a continué sa politique de subventions à des groupes bouddhistes afin de faciliter, allègue-t-on, le renforcement des capacités institutionnelles nécessaires à leur reconnaissance officielle, en tant que « communauté philosophique non confessionnelle. »

La demande de reconnaissance introduite par la communauté hindoue auprès du ministère de la Justice est toujours en suspens. Selon un membre du conseil exécutif du Forum hindou, l'organisation à but non lucratif qui a introduit la demande au nom de la communauté hindoue, le forum se réunit plusieurs fois par an avec le ministère de la Justice pour organiser les étapes administratives nécessaires à la reconnaissance définitive de l'hindouisme. Le membre du conseil exécutif a déclaré qu'un budget a été déposé au ministère, lequel devrait leur permettre de recevoir un financement préalable à la reconnaissance qui servirait au renforcement des capacités, similaire à celui dont avait bénéficié le bouddhisme. Un rapport académique a relevé que la demande initiale de la communauté hindoue ne précisait pas si elle portait sur une reconnaissance en tant que religion ou en tant que communauté philosophique non confessionnelle. Le forum a toutefois précisé ultérieurement qu'il s'agissait d'une demande de reconnaissance en tant que religion.

Les autorités ont imposé ou autorisé des restrictions sur des membres de minorités religieuses ; il s'agit notamment de l'interdiction faite aux femmes et jeunes filles musulmanes de porter le foulard dans de nombreuses écoles et dans la fonction publique, lorsque le travail concerné nécessite une interaction avec le public.

Chaque école publique a le droit de décider s'il convient d'interdire les vêtements ou les symboles religieux tels que le foulard. De nombreux établissements scolaires publics ont mis en place des politiques limitant le port du foulard. Au moins 90% des écoles publiques parrainées par la Communauté française ont interdit le port du foulard. De la même façon, pratiquement toutes les écoles publiques flamandes ont interdit le port du foulard et seules quatre écoles bruxelloises l'ont autorisé. Les employeurs du secteur privé ont pu interdire des vêtements religieux comme

le foulard quand ils estimaient que ceux-ci étaient susceptibles de faire obstacle à l'exercice des fonctions de l'employé. Ces employeurs ont également pu justifier de telles restrictions au moyen de leur politique d'entreprise écrite qui exige une « neutralité religieuse. »

A la suite d'une injonction déposée par un groupe d'élèves en 2014, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt invalidant l'interdiction du port du foulard mise en place pendant l'année scolaire 2013 – 2014 par le réseau d'enseignement communautaire flamand. Toutefois, malgré l'arrêt, certaines écoles du réseau ont continué à interdire aux femmes et aux jeunes filles de porter un couvre-chef avant un certain âge ou un certain niveau d'éducation.

Le 15 octobre, le Conseil d'Etat a annulé l'interdiction du port du foulard intégrée au règlement intérieur de l'athénée royal de Saint-Trond. Le Conseil d'Etat constate dans sa décision que l'école en question ne se trouvait pas dans une situation qui justifierait un « sabotage de la liberté de religion. »

Le 30 mai, une école de Bruxelles a interdit l'accès aux étudiantes musulmanes sous prétexte qu'elles portaient des jupes longues qui constitueraient un affichage "ostentatoire" de l'appartenance religieuse. Malgré leur protestation, les jeunes filles n'ont pas été autorisées à accéder à l'école. La police a demandé aux jeunes filles de quitter les lieux. Le directeur de l'établissement a attribué cette interdiction au Premier Echevin de la ville de Bruxelles.

En septembre, la ville d'Anvers a pris un arrêté interdisant le port de maillots de bain couvrant l'ensemble du corps et de la tête (connu sous le nom de « burkini ») dans les piscines publiques, invoquant « des préoccupations d'ordre hygiénique. » En réponse à une plainte officielle déposée par le Centre interfédéral pour l'égalité des chances estimant que l'arrêté en question constituait une discrimination à l'encontre des musulmans et manquait de bien-fondé scientifique, l'échevin de la ville d'Anvers en charge de la diversité a dit : « hygiénique ou non, je ne veux tout simplement pas de burkinis dans nos piscines. »

Certaines administrations communales et municipales ont continué de refuser ou ont ralenti l'octroi d'autorisations pour la construction de nouvelles mosquées et centres culturels islamiques. Le conseil communal de la ville de Fléron a rejeté une proposition pour la construction d'une mosquée, dans un contexte local marqué par la multiplication d'incidents antimusulmans, notamment de harcèlement verbal et de vandalisme.

Le ministère de la Justice a alloué environ 100 millions d'euros (109 millions \$) pour couvrir les salaires du clergé et des subventions destinées aux différentes religions reconnues. Le Catholicisme, le plus grand groupe en terme de nombre de membres du clergé, de lieux de culte reconnus et de fidèles, a bénéficié du soutien financier le plus important de la part des différents niveaux de gouvernement. Par ailleurs, les municipalités ont consacré plus de moyens financiers à l'entretien des bâtiments locaux de l'Église catholique - souvent pour des motifs culturels ou historiques - qu'à la construction ou l'entretien d'autres lieux de culte. Le catholicisme a reçu 85% du financement total disponible aux groupes religieux, suivi par l'humanisme séculier (8%) et le protestantisme (2,5%). Les musulmans ont reçu 2% du financement. Certains observateurs musulmans ont noté que la répartition des

subventions ne reflète pas le nombre réel de fidèles pratiquants et par conséquent le niveau réel des services requis pour les imams et les mosquées.

En novembre, le gouvernement régional flamand a annoncé qu'il allait reconnaître officiellement environ 50 mosquées déjà existantes, leur ouvrant ainsi la voie pour bénéficier des subventions fédérales. Jusqu'alors, seuls 28 mosquées jouissaient d'une reconnaissance officielle en Flandre.

En janvier, lors de la commémoration à la Grande Synagogue de Bruxelles du 70^e anniversaire de la libération des camps de la mort nazis, le Premier ministre Charles Michel a déclaré que « la Shoah n'a pas d'équivalent dans l'histoire. C'est [sic] un crime industriel, planifié et méthodique. C'est un crime contre l'essence même de l'homme. C'est un crime qui entendait dénier à une partie de l'humanité le droit d'en faire partie. C'était il y a septante ans. C'était hier. Je me tiens devant vous pour réaffirmer notre condamnation de ce crime à jamais impardonnable. Je suis là également pour vous exprimer la solidarité du Gouvernement envers votre communauté à nouveau frappée par la haine antisémite... » Et Michel d'ajouter : « Une enquête européenne [menée en 2013] a montré que près de 40% des juifs interrogés en Belgique envisagent de quitter le pays. La lutte contre l'antisémitisme est donc un échec. Je refuse que vous vous sentiez contraints de faire ce choix. Aucun Belge ne doit se voir contraint de faire un tel choix. La Belgique sans les Juifs ne serait plus la Belgique. L'Europe sans les Juifs ne serait plus l'Europe... Nous devons nous attaquer plus durement à l'antisémitisme... Quand un acte antisémite est commis en Belgique, ce n'est pas seulement les Juifs qui sont atteints. C'est la société belge toute entière qui est agressée. »

D'autres hauts responsables politiques ont fait des déclarations condamnant l'antisémitisme et s'engageant à protéger la communauté juive. Le bourgmestre d'Anvers Bart De Wever a dénoncé la collaboration belge durant la Seconde Guerre mondiale, et le Premier ministre Michel a promis d'engager des fonds publics supplémentaires pour assurer la sécurité de la communauté juive de Belgique. Le Premier ministre a également dit : « L'antisémitisme est inacceptable. Je veux une politique de tolérance zéro le concernant. » Le Bourgmestre de Bruxelles, Yvan Mayeur, a condamné les meurtres en 2014 de quatre personnes au Musée juif et a dit : « Bruxelles est juive parce que tous les Juifs ont leur place à Bruxelles. »

Le gouvernement est membre de l'Alliance internationale pour la commémoration de l'Holocauste.

Section III. Statut du respect de la liberté de religion dans la société

Une hausse des signalements d'actes antimusulmans a été enregistrée parallèlement à une continuation des signalements d'actes antisémites. Selon des membres d'organisations juives nationales et européennes, le conflit à Gaza de 2014 a engendré des conséquences durables et aggravantes sur les comportements antisémites en particulier dans les écoles publiques, et qui ont continué en 2015. Parce que la religion et l'appartenance ethnique sont souvent étroitement liées, il est difficile de classer un grand nombre d'incidents comme étant fondés uniquement sur l'identité religieuse.

En 2014, année la plus récente pour laquelle des données étaient disponibles, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances a reçu 297 plaintes pour discrimination religieuse, hormis les cas d'antisémitisme, comparé à 286 en 2013. Nonante pourcent de ces plaintes concernaient des musulmans, notamment des femmes musulmanes pour la majorité des cas. De toutes ces plaintes, indique le CECLR, 55 ont été identifiées comme des infractions pénales ou comme une incitation à la haine raciale, en violation de la législation pertinente. La plupart des plaintes concernaient des discours haineux sur Internet, mais bon nombre de nouveaux cas avaient trait à des problèmes liés au travail ou à l'enseignement. 43% des incidents étaient liés aux médias, 23% au travail et 10% à l'école. Le CECLR a évoqué une controverse autour de la construction d'une nouvelle mosquée dans la ville de Fléron ainsi que l'arrivée de milliers de migrants musulmans au cours de l'année qui a contribué à l'augmentation du discours haineux. L'ONG Collectif contre l'islamophobie en Belgique (CCIB) a noté pour sa part une augmentation spectaculaire des incidents antimusulmans signalés par rapport aux quatre années précédentes.

Le nombre d'actes et de menaces antisémites enregistrés par le CECLR s'est chiffré à 130 cas en 2014, soit une augmentation de 50% par rapport à 2013. Toujours selon le CECLR, en plus des plaintes officielles déposées au cours de l'année, la communauté juive de Belgique a fait état d'une aggravation des craintes d'attaques et du sentiment antisémite. Des dirigeants juifs ont également signalé une augmentation des incidents antisémites ainsi que des préoccupations croissantes au sein de leur communauté. Les actes antisémites dénombrés comprenaient des agressions, du harcèlement, des graffitis sur des bâtiments appartenant à la communauté juive ainsi que des commentaires sur des sites et des forums sur internet. Selon la presse et des observateurs issus des secteurs universitaires et autres secteurs, certains membres de la communauté musulmane étaient responsables de la plupart des activités antisémites. Une étude menée en 2015 par la Ligue antidiffamation a affirmé que les comportements antisémites étaient plus de trois fois plus fréquents chez les musulmans, comparé au reste de la population belge.

Le 9 février, deux hommes ont agressé physiquement un jeune homme juif qui portait une kippa.

En octobre, deux femmes ont attaqué une femme musulmane à Verviers. Elles lui auraient arraché son foulard et l'auraient battue parce que musulmane.

En juin, à Verviers, deux mosquées et le Centre régional d'intégration ont reçu des lettres suspectes contenant une poudre blanche. Un suspect a été interpellé mais ensuite relâché ; le bureau du procureur a déclaré qu'il s'agissait d'un acte commis par une personne inconnue.

En juin, une école de Bruxelles a suspendu un professeur d'histoire pour avoir publié sur sa page Facebook des déclarations décrivant l'islam comme la religion des pays « analphabètes » et « arriérées ».

De nombreux incidents de discrimination contre des musulmans se sont produits sur le lieu de travail. Les femmes cadres de confession musulmane qui portaient le foulard ont continué d'être la cible de discrimination.

Des sources d'information flamandes ont rapporté que le nombre d'incidents liés à des discours haineux et à des graffitis antimusulmans avait augmenté avec la hausse du nombre de migrants musulmans demandeurs d'asile.

En janvier, Joel Rubinfeld, président de la Ligue belge contre l'antisémitisme, a déclaré que des parents juifs désinscrivaient leurs enfants des écoles à cause du harcèlement et que les écoles publiques du pays devenaient de plus en plus des écoles « libres de tout juif ».

Le 22 janvier, un professeur de lycée a tenu des propos antisémites envers une élève juive au cours d'une leçon sur la libération d'Auschwitz.

En juillet, l'Union des associations européennes de football (UEFA) a convoqué les propriétaires de l'équipe de football de Charleroi après que ses supporters ont raillé les fans du Beitar Jérusalem avec des saluts nazis et des chants antisémites lors d'un match.

En mai, une famille juive de la banlieue de Bruxelles a reçu une lettre anonyme avec une croix gammée les traitant de « sales juifs ». Dans un autre incident, une porte-parole du Musée juif a signalé à la police qu'elle avait reçu un message sur sa page Facebook lui conseillant d'arrêter de parler pour les Juifs car cela pourrait lui être préjudiciable.

Le 25 août, un professeur d'université a publié un éditorial dans le journal Le Soir dans lequel il accuse « les néoconservateurs juifs » de la fabrication d'un conflit interne au Moyen-Orient dans le seul but de protéger Israël. Il tient pour responsable le « complot juif » de la crise actuelle des réfugiés en Europe.

Section IV. Politique du gouvernement des Etats-Unis

Les représentants de l'ambassade des Etats-Unis et les visiteurs officiels ont fréquemment soulevé la question de la discrimination antimusulmane et antisémite lors de leurs rencontres avec les responsables du Gouvernement, y compris avec le cabinet du Premier ministre, les ministères des Affaires étrangères et de l'intérieur, et les bourgmestres du pays. L'Envoyé spécial (du département d'Etat américain) pour surveiller et combattre l'antisémitisme a rencontré en janvier des responsables de la région de Bruxelles et du gouvernement fédéral pour parler de l'antisémitisme.

L'ambassade a approché des dirigeants et militants des communautés catholique, musulmane et juive afin de promouvoir la compréhension interreligieuse et favoriser la liberté de culte. Des représentants de l'ambassade ont rencontré de façon régulière des ONG spécialisées dans la surveillance de la liberté religieuse afin de mieux cerner les tendances et les incidents liés à la discrimination. Des officiels de l'ambassade ont assidument rencontré des dirigeants de communautés religieuses pour écouter leurs préoccupations au sujet de la dernière vague de discrimination antimusulmane et antisémite ; ils ont transmis leurs préoccupations à des responsables de haut niveau du gouvernement. Lorsque le gouvernement flamand a interdit l'abattage halal dans les abattoirs temporaires à la veille de l'Aïd al-Adha, des responsables de l'ambassade ont rencontré des représentants des communautés musulmanes et juives pour transmettre le soutien du gouvernement des Etats-Unis à l'expression libre de leurs religions et la compréhension de celui-ci de leurs préoccupations et réactions spécifiques. Des représentants de

l'ambassade ont rencontré le conseiller juridique de l'Eglise de Scientologie au cours de leur procès qui a eu lieu en automne.

L'ambassade a également accueilli plusieurs tables rondes avec des dirigeants des communautés musulmane et juive pour discuter des tendances actuelles et définir des opportunités d'engagement interreligieux à l'avenir. A titre d'exemple, lors d'une conférence parrainée par l'ambassade sur les femmes au pouvoir pour la paix et le développement, l'ambassade a organisé une table ronde interreligieuse pour souligner l'importance du respect religieux mutuel. L'ambassadeur a organisé un *iftar* pendant le Ramadan ainsi qu'une cérémonie d'illumination de la menorah pour la fête d'Hanoukka, en signe de soutien aux communautés musulmanes et juives du pays et comme expression publique de leurs traditions culturelles respectives.

L'ambassade a parrainé la visite de plusieurs experts universitaires et juridiques des États-Unis ainsi que des personnalités religieuses, pour participer au dialogue interreligieux, expliquer les perspectives des États-Unis s'agissant de la liberté religieuse et jeter des ponts entre les différentes communautés religieuses, et ainsi lutter contre l'intolérance. En janvier, l'Envoyé spécial chargé de la surveillance et de la lutte contre l'antisémitisme a rencontré à Bruxelles des dirigeants de la communauté juive de Belgique pour discuter de l'augmentation de l'antisémitisme en Europe.